

La démocratie en Amérique latine : les acteurs sociaux, la représentation et l'État

Social Actors, Representation, and the State: Democracy in Latin America

Gerardo L. MUNCK and Vicente PALERMO

Volume 30, Number 1, Spring 1998

Le second souffle de la sociologie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001520ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001520ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

MUNCK, G. L. & PALERMO, V. (1998). La démocratie en Amérique latine : les acteurs sociaux, la représentation et l'État. *Sociologie et sociétés*, 30(1), 159–172. <https://doi.org/10.7202/001520ar>

Article abstract

Latin American sociology has focused attention on the urgent issue of democratization. Attempting to provide a sense of the current state of this research, this article stresses the weaknesses that afflict current democracies in Latin America: a state that is not quite capable of meeting the challenges of governance and enforcing the rule of law effectively throughout society, a weak and regularly circumvented arena of representation, and fragile social actors. Seeking to explain these problematic features, we first consider the historical roots of the problem, that is, developments that stretch from the nineteenth century to the 1960s. Then, we turn to more contemporary factors, and show that even though the recent experiences of authoritarianism, economic crisis and free-market reforms have generated, directly or indirectly, the conditions for the most democratic period in Latin American history, these changes have still not been sweeping enough to redress the historical obstacles to democracy in the region.

La démocratie en Amérique latine : les acteurs sociaux, la représentation et l'État



GERARDO L. MUNCK et VICENTE PALERMO
(Traduction : Suzanne Mineau)

Au cours des trente dernières années, les sociologues ont nettement modifié leurs travaux sur l'Amérique latine. Dans les années 1960, ils consacraient leurs efforts à trouver un autre modèle que le modèle de modernisation de l'école américaine. Leur principal apport, qui est bien connu, a été l'étude des problèmes de la dépendance et du développement économique (Valenzuela et Valenzuela, 1978). On s'entend généralement pour dire que le livre *Dependency and Development in Latin America* de Fernando H. Cardoso et Enzo Faletto (1979), paru pour la première fois en 1969, est l'expression la plus fouillée et la plus représentative des recherches menées à cette époque. Dans les années 1990, par contre, les études sociologiques ont pris un autre tournant. En réaction aux critiques qui jugeaient que le déterminisme économique influençait théoriquement la littérature sur la modernisation et aussi celle sur le développement, les travaux se sont axés davantage sur l'État, les institutions politiques et les acteurs sociaux. De plus, devant l'évolution des événements dans la région, les sociologues ont porté leur attention sur la question pressante de la démocratisation (Garretón, 1991). La sociologie latino-américaine a conservé une approche nettement macroscopique et comparative, mais on peut dire que sa contribution la plus importante en ce moment se situe dans le domaine de la sociologie politique.

Sans prétendre faire dans cet article un tour d'horizon exhaustif, nous voulons essayer de présenter l'état actuel de la recherche sur le problème de la démocratie en Amérique latine et résumer ainsi certaines contributions importantes des Latino-Américains à la sociologie politique¹. Pour commencer, nous exposerons un concept de démocratie en faisant ressortir les faiblesses dont souffrent aujourd'hui les démocraties de la région. Nous présenterons ensuite divers facteurs qui semblent à la base du problème. Tout d'abord, nous analyserons les racines historiques du problème, soit des événements qui s'étendent du XIX^e siècle jusqu'aux années 1960. Puis nous examinerons des facteurs plus contemporains, soit les événements qui se sont déroulés en gros à partir des années

1. Cet article offre une perspective nécessairement limitée puisqu'il traite de questions qui font écho au propre programme de recherches des deux auteurs. Pour d'autres données sur la sociologie latino-américaine, le lecteur pourra consulter quelques ouvrages qui présentent un tour d'horizon utile : PORTES (1988) ; EVANS et STEPHANS (1988) et LEHMANN (1990, chap. 1 et 2). De plus, cet article reflète le caractère multidisciplinaire d'une grande partie des études sur l'Amérique latine et le fait que de nombreux chercheurs de la région ont étudié ou enseigné à la fois la sociologie et les sciences politiques.

1960 et qui nous fournissent un cadre actuel pour étudier les démocraties d'aujourd'hui. Parmi ces facteurs, nous porterons une attention toute spéciale aux répercussions qu'ont eues les réformes axées sur l'économie de marché qu'adoptent de plus en plus les nouvelles démocraties ainsi qu'au « pouvoir civilisateur » que peut avoir le marché. Dans la dernière partie, nous analyserons certaines initiatives ou propositions qui peuvent contribuer à renverser les tendances actuelles nuisibles à la démocratie et renforcer la démocratie et le pouvoir public.

En deux mots, nous soutenons que la vague de transitions démocratiques qu'a connue l'Amérique latine à partir du début des années 1980 a marqué l'amorce d'une nouvelle ère dans la région, mais que les démocraties latino-américaines se caractérisent par une absence du pouvoir public qui les distingue de leurs homologues du monde industrialisé. En revanche, la raison pour laquelle ces démocraties demeurent obstinément faibles, une quinzaine d'années après le début de cette vague de démocratisation, tient à certaines caractéristiques anciennes de la vie politique latino-américaine qui perdurent et continuent d'avoir un effet nuisible. Ce sont : un État qui n'est pas totalement en mesure de relever les défis de la fonction gouvernementale et d'imposer efficacement à toute la société l'autorité de la loi, une arène de représentation faible et souvent court-circuitée ainsi que des acteurs sociaux fragiles².

FAIBLESSE DES DÉMOCRATIES D'AMÉRIQUE LATINE

Même un observateur superficiel de la vie politique en Amérique latine n'ignore pas que « l'époque des généraux » est révolue. En d'autres mots, il ne fait aucun doute que nous avons assisté à une transition très importante et très significative depuis le règne de l'autoritarisme, si l'on exclut les deux grandes exceptions que sont le Mexique et Cuba. Des dirigeants civils ont remplacé les militaires qui ont dominé la scène politique pendant presque toutes les années 1960 et 1970, et des gouvernements issus d'élections libres et honnêtes dans l'ensemble représentent le type de régime prédominant dans toute la région. Cela dit, il n'en reste pas moins qu'il existe une grande différence entre ces démocraties latino-américaines — et les exemples classiques de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. Ce qui différencie ces démocraties, soulignons-le, ce n'est pas le fait qu'elles risquent à tout moment d'être renversées par un régime autoritaire³. En fait, la longévité sans précédent de la démocratie dans la région montre qu'une analyse de la vie politique actuelle doit aller au-delà de la dichotomie autoritarisme-démocratie qui, jusqu'à tout récemment, était si essentielle à sa compréhension. Il est indispensable d'effectuer plutôt cette analyse sous l'angle des variations à l'intérieur de la vaste catégorie que constituent les démocraties.

Dans ce but, nous proposons un concept de démocratie qui met en lumière trois éléments jugés essentiels à son fonctionnement : des acteurs sociaux, une arène de représentation et un État efficace⁴. Le premier élément indispensable à une démocratie est la constitution d'acteurs sociaux, c'est-à-dire d'acteurs qui ne soient pas contrôlés ou créés par l'État, mais qui se sont constitués plutôt dans l'arène de la société civile, arène distincte de l'État et autonome. Cet élément représente une caractéristique définitionnelle fondamentale, parce que la démocratie est intrinsèquement liée à la notion de représentation et présuppose donc l'existence d'acteurs dont les intérêts peuvent être représentés ou dont les intérêts sont au sens strict sociaux ou prépolitiques. Le second élément fondamental d'une démocratie est la présence d'une arène de représentation ou de ce qu'on a appelé

2. En guise d'avertissement, il convient de mentionner que cet article traite dans l'ensemble de tendances générales qui s'appliquent plus ou moins uniformément à la région tout entière. Une telle approche présente évidemment des risques, puisqu'il est certain que, dans de nombreux cas, il existe des divergences par rapport au schéma général que nous traçons. Toutefois, faute d'espace, nous ne pouvons signaler qu'occasionnellement des faits propres à certains des pays les plus importants de la région.

3. Entre autres exceptions par rapport à cette tendance, mentionnons la résurgence de l'autoritarisme au Pérou en 1992 ainsi que les menaces à la démocratie au Venezuela en 1992 et au Guatemala en 1993. Toutefois, comme le montre le retour subséquent du Pérou à la démocratie, ces exemples ne semblent pas laisser présager une vague d'autoritarisme comme celle des années 1960 et 1970.

4. Pour d'autres tentatives de conceptualisation et de différenciation des démocraties, voir Collier et Levitsky (1997).

également la sphère publique ou la société politique qui sert d'intermédiaire entre les acteurs sociaux ou la société civile et l'État. Il s'agit d'un élément crucial, puisque cette arène commune permet aux acteurs sociaux d'exercer leurs droits de citoyens en leur fournissant un espace commun où ils peuvent s'assembler, faire valoir leurs intérêts conflictuels et discuter de politiques alternatives. Cette arène de représentation sert aussi à assurer une autre caractéristique essentielle à la démocratie : elle est le théâtre de conflits de nature limitée plutôt qu'incontrôlable entre les acteurs sociaux en faisant ressortir ce que ces acteurs ont en commun, soit leur égalité politique, et en leur fournissant un lieu où ils assument leur statut de citoyens. Enfin, le troisième élément indispensable à une démocratie est un État efficace et responsable. En effet, sans la mise en vigueur et l'imposition des décisions arrêtées au sein de la sphère publique, l'expression du pouvoir public, que permettent l'apparition d'acteurs sociaux et leurs actions dans la sphère publique, serait tout simplement invalidée⁵.

L'utilité de ce concept de démocratie pour caractériser les démocraties qui se développent partout en Amérique latine depuis le début des années 1980 saute aux yeux. En fait, une telle conceptualisation permet de lier diverses avenues de recherche et de montrer qu'il existe un consensus sur la situation de la démocratie en Amérique latine en indiquant de quelle façon les divers auteurs ont analysé les trois éléments qu'elle met en lumière, soit des acteurs sociaux, une arène de représentation ainsi qu'un État efficace et responsable. Certains auteurs ont soutenu que l'un des handicaps les plus graves des démocraties latino-américaines est la fragmentation dramatique des identités sociales et l'atomisation de la société, ou, en d'autres mots, la grande faiblesse des acteurs sociaux⁶. D'autres ont centré davantage leur analyse sur l'arène de la représentation. Par exemple, ils ont soutenu que l'une des caractéristiques propres à la réalité politique latino-américaine est la tendance du pouvoir exécutif à parler au nom de toute la société plutôt qu'au nom d'une partie de celle-ci ainsi qu'à court-circuiter et affaiblir les partis politiques et l'assemblée législative qui sont les agents clés et les arènes de représentation des démocraties modernes. Il s'ensuit que les démocraties latino-américaines ont une arène de représentation faible et qui fonctionne parallèlement à diverses relations de nature non universelle comme le clientélisme⁷. Enfin, beaucoup d'auteurs ont parlé d'une crise de l'État, en ce sens que celui-ci ne remplit pas adéquatement ses tâches gouvernementale et n'impose pas l'autorité de la loi, c'est-à-dire qu'il n'applique pas également la loi dans tous les segments de la population⁸. Quel que soit l'élément analysé, cependant, l'image globale qui ressort de l'ensemble des observations des différents analystes est celle de démocraties faibles.

Cette caractéristique étant à peu près incontestée, il reste aux observateurs deux grands défis ; d'une part, ils doivent expliquer pourquoi la démocratie est faible et, d'autre part, ils doivent avancer des stratégies ou des décisions qui pourraient amorcer son renforcement, c'est-à-dire proposer des solutions au problème. Le reste de notre article est consacré à cette tâche.

LES RACINES DU PROBLÈME

Expliquer la faiblesse des démocraties latino-américaines est une tâche complexe qui exige l'étude de l'interaction entre des processus relativement récents et un héritage de processus historiques fort anciens. Nous nous demanderons donc en premier lieu comment la réalité politique actuelle est influencée par le processus de formation étatique que lui a légué l'histoire, par une période de domination oligarchique, par la montée des classes moyennes et par le modèle national-populaire adopté au lendemain de la Grande Crise. Comme un nombre important des études sur la démocratie tendent à se centrer sur les événements récents, l'examen de certains éléments ayant une continuité historique dans la vie politique peut sûrement servir à corriger ce point de vue. En second

5. TOURAINE (1989), pp. 419-434 (1995), pp. 325-351, (1994) ; LINZ et STEPAN (1996), pp. 7-15.

6. TOURAINE (1989), pp. 428-431 ; ZERMENO (1990) ; O'DONNELL (1993), pp. 1365-1366.

7. O'DONNELL (1994), pp. 59-62 (1996a), pp. 39-41 et 43-46 ; ALBERTI (1997).

8. O'DONNELL (1993, 1996a, pp. 45-46) ; MALLOY (1993) ; CONAGHAN et MALLOY (1994) ; ESCALANTE GONZALBO (1994) ; DUCATENZEILER et OXHORN (1994).

lieu, nous verrons comment l'héritage des époques antérieures se mêle à divers processus interreliés et relativement récents, soit les longues périodes d'autoritarisme des années 1960 et 1970, la crise économique qui a éclaté dans les années 1980 et les réformes en faveur de l'économie de marché qui ont été adoptées dans les années 1980 et 1990 en réaction à cette crise.

DE LA FORMATION D'UN ÉTAT À UN MODÈLE NATIONAL-POPULAIRE

On peut retracer les racines du problème actuel de la démocratie dès le moment où l'ordre colonial a été dissous dans les années 1810 et 1820 et que de nouvelles sociétés indépendantes ont entrepris de former un État. Dans la plupart des cas, exception faite du Brésil et du Chili, l'indépendance a donné lieu à l'anarchie et à un long processus de luttes armées, si bien que le rétablissement de l'ordre politique a fini par dépendre des caciques et des *caudillos*. La génération des chefs libéraux qui a émergé dans les années 1880 a donc fait face à une situation qui était loin d'être propice à ses idées libérales.

Cette génération était quelque peu différente des premiers modernisateurs de l'Amérique latine, des leaders libéraux comprenant des hommes politiques et des penseurs comme Rivadavia en Argentine et Juárez au Mexique, qui considéraient que la loi écrite était dotée d'une capacité de « régénération » presque magique et qui cherchaient à se servir de la loi pour transformer radicalement le monde social (Escalante Gonzalbo, 1994). De son côté, la nouvelle génération a commencé à reconnaître le bien-fondé d'une approche à la Tocqueville. Toutefois, en l'absence de coutumes, de moeurs et de préalables sociaux capables de soutenir le fonctionnement d'une sphère sociale relativement autonome, ces leaders libéraux se fiaient à la capacité de l'État d'instaurer des mécanismes de marché, des droits civils et le statut de citoyen. En d'autres mots, ils cherchaient à ajouter au pouvoir de la loi l'action modernisatrice efficace de l'État (Halperín Donghi, 1987). Comme le montre clairement la conscience torturée de l'Argentin Alberdi et du Mexicain Justo Sierra, deux penseurs de l'époque, il existait une douloureuse contradiction entre les principes libéraux et les pratiques autoritaires utilisées pour promouvoir ces principes (Palermo, à paraître).

Essentiellement, les expériences libérales-progressives ont pris la forme d'une négociation entre un programme de changement et les forces politiques traditionnelles qui conservaient beaucoup de pouvoir, comme les *caudillos* et les caciques dans l'Amérique hispanique et les *coroneis* au Brésil. Le pacte a eu des résultats inattendus. Les accommodements entre civilisateurs et le « barbarisme » a entraîné la formation d'un gouvernement central doté d'énormes pouvoirs décisionnels ainsi que la survivance de formes politiques archaïques qui se sont superposées aux institutions d'un régime représentatif libéral, lui enlevant ainsi beaucoup de sa portée. En effet, ces accommodements ont entraîné l'émergence de ce qu'on pourrait appeler des « monarchies assumant la forme d'une république ». La centralisation excessive du pouvoir entre les mains de l'exécutif et la persistance, à côté d'institutions étatiques modernes, d'anciennes formes collectives de domination, comme le *caudillismo*, le clientélisme et les réseaux informels, ont directement entravé le développement du statut de citoyen. Les libéraux désiraient créer les préalables sociaux à une économie de marché, mais leurs accommodements avec les forces traditionnelles ont miné leur capacité d'instituer une société libérale et perpétué plutôt une notion essentiellement patrimoniale du pouvoir ainsi que l'incapacité de l'État d'imposer l'autorité de la loi à toute la société.

Il est certain qu'il y a eu quelques variantes dans la façon dont le processus s'est déroulé. Au Brésil, par exemple, comme le pouvoir politique s'était constitué sur une base régionale après l'indépendance acquise en 1822, la création d'un marché national et le remplacement d'une main-d'œuvre d'esclaves se sont amorcés très lentement. En outre, après l'instauration de la Vieille République en 1889, l'incapacité de l'État de s'imposer efficacement dans la société a permis non seulement la restauration et la reproduction des relations sociales inacceptables de l'époque coloniale, mais aussi leur expansion (Cardoso, 1962). En d'autres mots, l'abolition de l'esclavage ne s'est pas faite « de façon à intégrer les noirs à titre de citoyens dans une société libre, mais plutôt de façon à les lier à des formes anciennes et nouvelles d'infériorisation, d'assujettissement personnel et de pauvreté » (Schwartz, 1995, p. 38).

En Argentine et en Uruguay, par contre, l'intervention plus efficace de l'État, surtout par l'intermédiaire des écoles publiques, ainsi que le dynamisme supérieur du marché ont contribué à briser les schémas de déférence traditionnels au sein de la population et à générer des conditions favorables au statut de citoyen dans certains segments sociaux. Néanmoins, ces tendances n'ont pas empêché la persistance de formes d'exclusion et de contrôle politique au moyen d'une série de pratiques et d'institutions informelles qui, coexistant avec les institutions officielles, pervertissaient le sens de ces dernières. Bref, d'importants éléments de continuité ont marqué la période de domination des oligarchies ainsi que le modèle de croissance économique axé sur l'exportation ; à cette époque, en effet, des États prédateurs, des liens de clientélisme et l'impuissance du marché à exercer une influence civilisatrice représentent les tendances politiques qui furent les plus importantes et qui se renforçaient mutuellement.

Avec la fin de la domination des oligarchies ainsi que la montée des classes moyennes et des mouvements ouvriers, il s'est produit d'importants changements politiques, notamment un élargissement de la participation. De plus, en réaction à la crise économique des années 1930, on a remplacé le modèle axé sur l'exportation par un modèle d'industrialisation et de substitution des importations (modèle ISI). Toutefois, ces changements ne doivent pas nous masquer d'importants éléments de continuité avec la période précédente. De même que les accommodements des modernisateurs libéraux avec les forces politiques traditionnelles avaient déjà entravé l'essor d'un régime représentatif libéral, l'aptitude des anciennes forces politiques à freiner la montée de la classe moyenne et du mouvement ouvrier a renforcé et même accentué les tendances de la période de domination des oligarchies, tendances nettement hostiles à la démocratie⁹.

Par conséquent, malgré un élargissement de la participation politique, d'anciens mécanismes politiques intermédiaires (comme les caciques du Mexique, les *caudillos* locaux d'Argentine et les *coroneis* du Brésil) ont continué de remplir leurs fonctions traditionnelles, s'adaptant aux nouveaux partis politiques et influençant leur formation. En effet, le rôle social et politique joué par les segments populaires n'a pas modifié en profondeur le système de représentation, puisque la participation de ces nouveaux segments, canalisée dans des structures étatiques corporatistes, a engendré un modèle de citoyens régulés (dos Santos, 1979) tandis que les intérêts conservateurs traditionnels continuaient d'être fortement représentés. De plus, à cause des politiques de substitution des importations, l'État a continué de jouer un rôle prédominant dans la vie politique, devenant le centre décisionnel dans un modèle étatique du capitalisme et exerçant une plus grande influence que celle que pouvaient avoir les acteurs sociaux qui représentaient leurs intérêts et exerçaient leurs droits de citoyens dans la sphère publique.

En somme, au lendemain de la crise des années 1930, on a vu apparaître partout en Amérique latine non pas la démocratie, mais ce qu'on a appelé le modèle national-populaire¹⁰. Ce modèle était certainement plus ouvert que l'ancien système oligarchique, mais il se caractérisait néanmoins par la subordination des acteurs sociaux au pouvoir politique ainsi que par l'absence d'une nette différenciation entre la sphère publique ou la société politique et l'État¹¹. Ce modèle n'a pas donné naissance à des acteurs sociaux qui représentaient leurs intérêts et réglaient leurs conflits au sein d'une même arène politique. Même si on a pu l'associer à une vague forme de participation, il demeurait toujours très hostile à la démocratie (Touraine, 1989, pp. 378, 200, 203-204, 310).

9. À l'instant COLLIER et COLLIER (1991), il importe néanmoins d'établir des différences entre les concessions que les forces nouvelles ont dû faire aux forces anciennes.

10. On a utilisé diverses étiquettes pour qualifier ce modèle. Ainsi, CARDOSO et FALETTO (1979), p. 155, chap. 5) parlent de « populisme nationaliste », CAVARROZZI (1994), d'une matrice « centrée sur l'État », GARRETÓN (1995, pp. 156, 181 et 200), de « matrice sociopolitique classique ». Dans l'ensemble, toutefois, les analystes s'entendent sur les principales caractéristiques de ce modèle.

11. TOURAINE (1989), pp. 157-158, 165-170, 285-290, GARRETÓN (1995), pp. 181-182, 200-201.

L'AUTORITARISME, LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LES RÉFORMES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Si l'héritage des événements du passé a influé sur l'instauration de la démocratie en Amérique latine, des événements plus récents ont également exercé leur influence. À ce propos, il importe d'attirer particulièrement l'attention sur trois événements cruciaux : les longues périodes d'autoritarisme des années 1960 et 1970, la crise économique qui a éclaté dans les années 1980 ainsi que les réformes en faveur de l'économie de marché adoptées dans les années 1980 et 1990 en réaction à cette crise. Ces événements sont particulièrement importants parce qu'ils ont contribué à saper les éléments à la base du modèle national-populaire et à ouvrir de nouveaux horizons. En fait, ce fut la disgrâce du modèle national-populaire qui se révéla particulièrement importante parce qu'elle a permis la naissance d'un nouveau modèle plus favorable à la démocratie. Comme nous l'avons déjà souligné, même si la démocratie est devenue le régime gouvernemental prédominant en Amérique latine, le type de démocratie qui y est apparu était très faible, caractérisé par des acteurs sociaux fragiles, par une arène de représentation faible et souvent court-circuitée ainsi que par un État peu en mesure de relever les défis de la fonction gouvernementale et d'imposer l'autorité de la loi. Il importe donc d'analyser de quelle façon les périodes d'autoritarisme, la crise économique et les réformes en faveur de l'économie de marché ont sapé le modèle national-populaire tout en générant des tendances qui ont accentué, du point de vue démocratique, certaines lacunes qui existaient déjà dans l'ancien modèle.

Fragilité des acteurs sociaux

Si l'on considère le premier élément à la base d'une démocratie, soit la présence d'acteurs qui se sont constitués indépendamment de l'État, c'est-à-dire d'acteurs sociaux, on peut décrire l'impact des périodes d'autoritarisme, de la crise économique et des réformes en faveur de l'économie de marché de la façon suivante : tout d'abord et ironiquement, les régimes militaires autoritaires des années 1960 et 1970 ont eu une certaine influence positive à cet égard, parce qu'ils ont entraîné sans le vouloir l'affaiblissement des liens traditionnels entre, d'une part, les syndicats ouvriers et agricoles et, d'autre part, les partis politiques et les États qui les avaient tellement dominés dans le passé. En raison de l'exclusion qu'ils pratiquaient, ces régimes ont commencé à miner la principale caractéristique qui rendait le populisme si hostile à la démocratie, soit l'absence d'autonomie entre les acteurs, la société politique et l'État. Sans le vouloir aucunement, l'autoritarisme a fait naître des conditions propices à la formation graduelle d'acteurs sociaux autonomes¹².

Cet aspect positif, qui transparait surtout dans des activités comme des mouvements sociaux opposés au régime autoritaire, fut toutefois vite entravé, tout d'abord par la crise économique qui a gagné toute la région au début des années 1980, puis par les réformes en faveur de l'économie de marché qui ont été adoptées de plus en plus partout. La crise économique a provoqué une énorme atomisation de la société, affaiblissant ainsi la capacité d'agir des acteurs sociaux et les rendant encore plus dépendants de l'État et encore plus subordonnés (Touraine, 1989, pp. 428, 439 ; Garretón, 1995, pp. 205-206). Quant aux réformes économiques, elles ont eu certains aspects positifs. Dans la mesure où il a réussi à établir une économie de marché, l'État a contribué à générer des conditions propices à la formation de véritables acteurs sociaux qui se souciaient davantage de leurs relations à l'intérieur de la société que de leur position face à lui (Drake, 1996, p. 41). À court terme, toutefois, c'est-à-dire avant la création de marchés capables de fonctionner, le processus de la réforme économique et les correctifs structurels ont eu un impact très négatif.

Tout d'abord, comme cela s'était produit à l'époque des modernisateurs libéraux, le processus même de la réforme économique dépendait d'une intervention massive de l'État, ce qui recréait sous de nouvelles formes les tendances propres à l'ancien modèle national-populaire, soit

12. TOURAINE (1989), pp. 430-431, 438-439, TIRONI (1990), pp. 30, 153-155, 165-167, 259-260, GARRETÓN (1995), pp. 204-209), DRAKE (1996), pp. 54-55, 191.

le façonnement de l'arène sociale par l'État et le ralentissement de l'émergence d'acteurs sociaux. En deuxième lieu, les correctifs structurels ont eu pour effet économique immédiat d'accroître le problème du dualisme, et cette tendance est venue renforcer les impacts négatifs que la crise économique avait déjà sur les acteurs sociaux en réduisant leur degré d'intégration sociale, intégration qui est un autre préalable à la formation d'acteurs sociaux¹³. En somme, même si les régimes autoritaires, la crise économique et les réformes en faveur de l'économie de marché ont désarticulé l'ancien modèle national-populaire et provoqué de nouvelles formes de conflits, les acteurs ne sont pas encore devenus des acteurs *sociaux* véritables, c'est-à-dire autonomes face à l'État. Il y a donc eu affaiblissement de l'un des éléments les plus essentiels à une démocratie : la représentation des intérêts sociaux dans l'arène politique.

Faiblesse de la sphère publique

En considérant le second élément nécessaire à une démocratie, soit une arène de représentation ou une sphère publique qui fournit un lieu commun où les acteurs sociaux ayant des intérêts conflictuels peuvent les défendre, exercer leurs droits de citoyens et décider d'une politique publique, un certain nombre de tendances apparaissent. Les régimes autoritaires ont donné lieu, toujours de façon involontaire, à quelques résultats positifs puisque des mouvements démocratiques opposés aux dirigeants ont institué ou réinstitué par leurs actions des arènes de représentation. C'est là l'élément clé qui explique la transition vers la démocratie des années 1980 et aussi la principale raison pour laquelle l'Amérique latine vit aujourd'hui la période la plus démocratique de son histoire. Il importe néanmoins de souligner à quel point la sphère publique demeure faible et d'expliquer les causes de cette lacune démocratique.

Une des causes de la faiblesse de la sphère publique est un héritage venu tout droit des périodes d'autoritarisme ; il s'agit des restrictions ou des « enclaves d'autoritarisme » que les dirigeants sortants ont été en mesure d'imposer aux nouvelles démocraties. En règle générale, ils ont pu réduire directement le rôle de la sphère publique en soustrayant certaines questions à l'autorité des nouvelles assemblées ou en accordant à des corps non élus, comme les militaires, un pouvoir important sur les institutions démocratiques. Dans les pays où les anciens dirigeants ont pu dicter les conditions de la transition, comme au Chili, ces contraintes ont eu pour effet de fausser gravement le fonctionnement de la démocratie¹⁴. Dans la plupart des cas, cependant, la faiblesse de la sphère publique est surtout liée à deux autres causes : les crises économiques et le processus de réforme en faveur de l'économie de marché.

Ces deux causes ont eu ensemble un impact particulièrement important sur la sphère publique parce qu'elles sont intervenues conjointement avec d'autres forces, notamment celles qui entravaient la formation d'acteurs sociaux, pour imposer une logique pernicieuse qui les renforçait. Les crises économiques tendaient en effet à susciter une insécurité généralisée au sein de la société et amenaient une population de plus en plus atomisée à réclamer une intervention gouvernementale rapide. Étant donné la faiblesse des acteurs sociaux et, dans de nombreux cas, l'urgence d'une solution à la crise, ce ne sont pas les assemblées qui ont assumé la tâche de procéder à une réforme économique, mais plutôt des leaders charismatiques dotés d'une forte personnalité. En faisant valoir avec succès aux populations qu'ils étaient les seuls à pouvoir apporter une solution rapide et nécessaire qui sauverait le pays, ces leaders ont pu s'emparer de la présidence et promouvoir des réformes en faveur de l'économie de marché en arrêtant des politiques de façon quasi-autoritaire ou technocratique¹⁵.

13. TIRONI (1990), pp. 13-47 et 247, O'DONNELL (1993), pp. 1365-1366, ZERMENO (1990).

14. VALENZUELA (1992), pp. 64-66, GARRETÓN (1995), pp. 34-42, HAGGARD et KAUFMAN (1995), chap. 4.

15. Pour les premières analyses de cette logique, voir TORRE (1993), BRESSER PEREIRA, MARAVALL et PRZEWORSKI (1993), MALLOY (1993) O'DONNELL (1994, pp. 64-66 ; 1993, pp. 1365-1366) et PRZEWORSKI (1995, chap. 5 et 6). Voir également PALERMO et NOVARO (1996, pp. 475-494).

Le processus même des réformes économiques a donc eu un impact très négatif sur la démocratie. La conception unilatérale d'une politique économique par des élites technocratiques liées au pouvoir exécutif a provoqué surtout le court-circuitage, et par conséquent la perte de prestige et l'affaiblissement, d'institutions fondamentales de la démocratie comme l'assemblée et les partis politiques, tout en permettant aux élites de plus en plus puissantes du monde des affaires d'exercer une influence indue et souvent corruptrice sur des élites gouvernementales qui étaient à l'abri des pressions et de la surveillance des assemblées¹⁶. Par ailleurs, il fut interdit de discuter d'autres programmes économiques, comme si de tels débats constituaient une remise en question de la capacité du pouvoir exécutif de traverser les eaux turbulentes de la réforme économique. Les leaders charismatiques ont soutenu en effet que la réalisation des réformes était incompatible avec la représentation des intérêts sociaux ou avec des conflits entre ces intérêts (Diniz, 1995), et des acteurs faibles et désespérés ont accepté ces déclarations, prêts à sacrifier le processus démocratique au profit de résultats économiques. Bref, l'adoption d'un modèle de développement tourné vers l'extérieur et axé sur le marché plutôt que de l'ancien modèle ISI s'est faite grâce à une nouvelle « révolution venue d'en haut », et ce processus a renforcé la faiblesse traditionnelle de la sphère publique dans les pays d'Amérique latine.

Un État inefficace et discriminatoire

Considérons pour terminer le troisième élément nécessaire à une démocratie, soit un État efficace qui applique et fait respecter uniformément sur tout le territoire les décisions arrêtées au sein de la sphère publique. À quelques exceptions près comme le Chili, une des grandes tendances depuis une décennie et demie est l'affaiblissement évident de ce que Michael Mann (1986, p. 113) appelle le pouvoir « infrastructurel » de l'État. Tout d'abord, la profonde crise économique était le reflet et une des causes de la crise fiscale qui réduisait gravement la capacité de l'État de gouverner efficacement (Bresser Pereira, 1993). De plus, les réformes économiques adoptées en réaction à la crise des années 1980 ont eu deux conséquences qui n'ont fait qu'intensifier le problème. D'une part, en raison de la domination idéologique du néolibéralisme, ou de ce qu'on a appelé le consensus de Washington (Williamson, 1990), le grand souci était de réduire le rôle de l'État parce que l'on croyait que la solution à la crise économique de l'Amérique latine reposait exclusivement sur la confiance envers le marché plutôt que sur la réforme et le renforcement de l'État. D'autre part, comme les réformes en faveur de l'économie de marché ne se sont pas faites, comme nous l'avons noté précédemment, à la suite d'un débat ouvert dans la sphère publique, mais plutôt par des canaux qui favorisaient l'influence corruptrice des élites du monde des affaires, le processus a créé dans les faits un modèle d'action étatique selon lequel l'enrichissement personnel et les privilèges primaient la défense du bien public.

À cause de la crise économique et des réformes adoptées pour la surmonter, la vie politique actuelle en Amérique latine se caractérise donc par une crise de l'État. Cette crise a non seulement diminué la capacité d'action globale de l'État, mais elle a aussi entraîné, de façon encore plus pernicieuse, des modes d'action discriminatoires lorsque cet État affaibli est encore capable d'agir. Outre le fait que les États latino-américains ne sont généralement pas en mesure de relever les défis de la fonction gouvernementale, l'une des caractéristiques les plus significatives de la réalité politique a été leur façon particularisée et sélective d'appliquer la loi (O'Donnell, 1993, 1996a ; Escalante Gonzalbo, 19940). Par conséquent, les élites privilégiées du secteur privé ont pu tenir l'État en échec tandis que les masses pauvres ne pouvaient compter sur la protection que la loi aurait dû leur accorder. En d'autres mots, il y a eu une absence grave de l'un des pivots essen-

16. Cette association étroite entre le pouvoir exécutif et les élites du monde des affaires qui bénéficiaient des réformes économiques s'inspire en la renforçant d'une tendance amorcée dans bien des cas sous les régimes militaires. La décision la plus notoire dont ces élites ont bénéficié grâce aux politiques des gouvernements totalitaires a été la nationalisation de l'énorme dette étrangère, le secteur public assumant la responsabilité des prêts étrangers contractés par les entreprises privées dans les années 1970.

tiels à une démocratie, soit un État capable d'imposer efficacement les choix arrêtés par les acteurs sociaux dans la sphère publique¹⁷.

RENFORCEMENT DES DÉMOCRATIES LATINO-AMÉRICAINES

Comme l'a montré notre bref survol des récentes tendances politiques en Amérique latine, de grands changements se sont produits dans la région. Pourtant, il apparaît également, surtout en ce qui concerne les importantes réformes économiques néolibérales, que ces changements ont été instaurés de façon à reproduire, quoique sous de nouvelles formes, bien des facteurs traditionnels qui avaient freiné la démocratie en Amérique latine. En un mot, bien que la région soit entrée dans une ère post-populiste, en ce sens que l'ancien modèle national-populaire a été définitivement sapé, l'étiquette qui convient le mieux à cette nouvelle ère est sans doute celle de néo-populisme plutôt que de démocratie représentative. Non pas, soulignons-le, qu'il n'existe pas de choix politiques ou qu'il est impossible de concevoir une série de propositions ou de solutions politiquement viables face au problème que connaît la démocratie. En fait, l'une des particularités des théoriciens sociaux de cette région est leur penchant pour cette forme constructive de réflexion sociale.

L'amorce d'une telle réflexion passe par la reconnaissance des interrelations entre les trois facteurs qui ont servi à analyser la faiblesse de la démocratie. Par exemple, si la faiblesse des acteurs rend plus difficile l'existence d'une sphère publique vigoureuse et active, la faiblesse de la sphère publique rend peu probable, en retour, la possibilité que l'État puisse poursuivre des politiques assurant les conditions nécessaires à l'existence d'acteurs sociaux forts. À cause de cette consolidation de la faiblesse de la démocratie, toute tentative de changement devient, de toute évidence, une entreprise assez décourageante. Par contre, il est possible de faire une lecture plus positive et optimiste de ce même point. Tout d'abord, en raison de la nature du problème, il existe de multiples arènes où il est possible d'amorcer des initiatives de changement, donc de nombreuses possibilités de changement. En second lieu, les interrelations au cœur du problème de la démocratie font que des initiatives de changement amorcées dans une arène n'exigent pas d'être amorcées simultanément dans une autre arène, ou même selon une séquence rigide. Même si le dicton qui veut qu'« on ne peut rien changer si on ne change pas tout » comporte une part de vérité, il est également vrai que l'impact positif de petits changements aura probablement un effet multiplicateur ou un effet de renforcement venant valider une réforme à la pièce, ce qui est une stratégie plus facile à gérer¹⁸.

En ce qui concerne les propositions spécifiques qui pourraient renforcer la démocratie, il importe de souligner les lacunes de l'argument selon lequel seuls les marchés assurent une assise solide à la démocratie. Il est vrai que les marchés représentent une caractéristique essentielle des démocraties, en ce sens qu'ils constituent une assise pour restreindre le pouvoir de l'État et pour établir une distinction entre la société civile et l'État. Il est néanmoins indispensable d'aller au-delà de la pensée néolibérale et d'insister sur deux points essentiels. Premièrement, il est nécessaire de comprendre que les marchés seuls n'assurent pas une assise solide aux démocraties, en ce sens que l'économie de marché n'a pas créé des conditions favorisant la naissance d'acteurs sociaux forts. Le néolibéralisme a favorisé plutôt une tendance croissante à l'exclusion, à la marginalisation et au dualisme économique ; cela place des segments de plus en plus vastes de la population dans une situation si désespérée qu'ils deviennent totalement dépendants de l'action de l'État, et s'ils se constituent en acteurs, c'est moins à cause du dynamisme autonome de la société civile qu'à cause de l'action de l'État (Touraine, 1995, pp. 333-336, 178-185). Deuxièmement, il est nécessaire de reconnaître que, dans le cadre du même processus, le morcellement des acteurs empêche la formation et le renforcement d'une arène publique parce qu'il devient plus

17. Cependant, pour quelques indices d'un renversement de la crise de l'État, voir PALERMO et NOVARO (1996), pp. 505-508.

18. Au sujet de l'importance d'une réforme à la pièce par rapport à un changement global, voir HIRSCHMAN (1963) à propos du « marchandage des réformes » et UNGER (1996) à propos d'un « bricolage expérimental ».

difficile de développer un sentiment profond d'égalité politique et, par conséquent, de réaliser l'intégration au cœur du principe de la citoyenneté (Weffort, 1992, pp. 97-104), et aussi parce que les segments exclus et marginalisés de la population deviennent particulièrement sensibles au discours populiste, ce qui amène au pouvoir des leaders politiques se présentant comme les sauveurs des masses et ouvre la porte à des politiques qui court-circuitent des éléments clés de l'arène publique comme les partis politiques et l'arène législative (O'Donnell, 1994).

En allant au-delà du néolibéralisme, on peut trouver un certain nombre de changements qui pourraient inverser les tendances actuelles et renforcer la démocratie. L'un d'eux est la façon de définir les politiques entraînant des décisions aussi cruciales que les réformes économiques. À ce propos, il importe de rejeter une opinion adoptée implicitement par les institutions financières internationales et que propagent certains travaux universitaires. Cette opinion repose sur deux principes : d'une part, les réformes économiques dépendent nécessairement de la capacité de l'exécutif d'ignorer les pressions exercées par les assemblées en faveur d'une politique distributive ; d'autre part, l'affaiblissement de la sphère publique que les décisions technocratiques entraînent ne minera probablement pas à long terme la force de la démocratie¹⁹. Tout en ne niant pas la nécessité de réformes économiques, il importe de souligner tout d'abord qu'il existe pas qu'une seule façon de faire face au coût qu'entraîne la transition d'un modèle économique à un autre. Plus précisément, il faut songer à la possibilité de promouvoir des réformes au moyen d'un autre mode décisionnel qui ne court-circuitera pas la sphère publique et qui cherchera à modifier la perception que les acteurs ont de leurs intérêts au moyen du processus politique lui-même, au lieu d'ignorer ou de réprimer les protestations de ces acteurs.

En deuxième lieu, il faut admettre que le refus de reconnaître le rôle des assemblées dans la conception et la mise en vigueur des réformes affaiblit actuellement la démocratie et n'apporte pas de correctif à cet effet négatif. L'argument voulant que les prises de décision technocratiques n'aient pas d'effets négatifs à long terme sur la démocratie n'est qu'une nouvelle version d'une théorie populaire dans les années 1960 ; soit que, l'autoritarisme était bon pour la démocratie puisque des leaders autoritaires étaient mieux en mesure d'assurer les conditions économiques qui se révéleraient à long terme propices à la démocratie. Des recherches ont permis de discréditer cette théorie en démontrant un point tout à fait logique : l'exercice de la démocratie vaut mieux pour la démocratie que l'exercice de l'autoritarisme et une dévalorisation de la démocratie aujourd'hui rendra sans doute difficile l'exercice de la démocratie demain (Przeworski, Alvarez, Cheibub et Limongi, 1996, pp. 40-49). Un changement positif consisterait donc à favoriser un processus décisionnel plus consensuel que celui qui existe actuellement grâce à des réformes institutionnelles qui redonneraient le pouvoir décisionnel aux assemblées (Garretón, 1995, pp. 219-221 ; O'Donnell, 1993, p. 1367). Une telle façon d'arrêter les politiques renforcerait directement la sphère publique, au lieu de l'affaiblir, en donnant aux acteurs de l'arène publique le droit et la responsabilité de décider d'enjeux aussi fondamentaux que les réformes économiques.

Un second changement a trait aux politiques qui introduisent les réformes économiques et au modèle spécifique qui les inspire. À ce propos, il importe de s'interroger sur la confiance des néolibéraux envers le marché et d'observer comment le nouveau modèle économique a toujours bénéficié avant tout aux élites économiques qui ont un accès privilégié et direct à l'État. Il serait bon de réaffirmer une idée simple mais aux conséquences extrêmement importantes : toutes les démocraties fortes ont une économie mixte (Linz et Stepan, 1996, pp. 12-13). En fait, il y a de bonnes raisons économiques et politiques de repenser le rôle de l'État et de concevoir des politiques qui cherchent à accroître le développement économique en misant sur des investissements

19. Cet argument se fonde sur la différence entre les deux étapes du processus de réforme économique : l'étape de conception et de mise en œuvre et l'étape de consolidation. Il se fonde aussi sur une opinion sans aucun fondement selon laquelle le lancement des réformes dépend nécessairement de la concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif ; puis, lorsque le besoin de consolider ces réformes se fait sentir, l'exécutif se sent incité à tempérer son pouvoir discrétionnaire et devient réceptif aux institutions représentatives (HAGGARD et KAUFMAN, 1995, pp. 10, 16, 165 et 335).

publics dans la recherche de nouvelles technologies et dans l'éducation, tout en aidant les perdants à faire face au coût de l'adaptation au lieu de les abandonner à la merci du marché²⁰.

Il est intéressant de noter qu'un processus décisionnel plus consensuel pour les réformes économiques et une nouvelle vision du rôle de l'État dans l'économie viennent se renforcer mutuellement. D'une part, les réformes ont plus de chances d'être réalisées lorsque les décisions sont prises par consensus. En fait, si l'État se montrait réceptif à la sphère publique, au lieu de l'être surtout aux intérêts étroits des élites du monde des affaires qui mettent leur programme de l'avant sans avoir à le soumettre à un débat dans une arène publique et ouverte, non seulement serait-il plus facile de trouver, grâce à une politique fiscale dynamique, les fonds publics dont l'État a besoin pour remplir son nouveau rôle, mais on n'oublierait pas aussi commodément la nécessité d'une telle politique fiscale pour assurer le bien-être de l'ensemble de la population. En outre, cette politique aurait pour conséquence de renforcer à la fois les acteurs sociaux et la sphère publique en renversant la tendance générale actuelle au dualisme économique et en facilitant le processus d'intégration politique. Si un changement peut être amorcé à partir d'une seule initiative politique, grâce à une action à la pièce en quelque sorte, une fois que des changements mineurs commenceront à se produire, d'autres changements deviendront plus faciles à réaliser. La tâche apparemment décourageante d'abolir certaines caractéristiques politiques persistantes en Amérique latine et d'adopter des mesures qui renforcent la démocratie devient une éventualité bien réelle.

CONCLUSION

En cette fin du xx^e siècle, une analyse de la réalité politique latino-américaine doit faire ressortir les lacunes de la démocratie dans la région. En dépit des nombreux problèmes qui ont assailli récemment les démocraties de l'Atlantique Nord, il est tout à fait normal de comparer l'état de la démocratie en Amérique latine avec celui qui existe en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Néanmoins, il importe de dénoncer une ligne de pensée assez généralisée qui était inhérente aux théories de la modernisation des années 1960 et qui est réapparue subrepticement dans les sciences sociales à la suite de la chute du communisme. Selon cette ligne de pensée, les démocraties de régions comme l'Amérique latine et l'Europe de l'Est doivent suivre et même illustrer une tendance politique que l'on retrouve dans le monde entier et converger vers un seul et même modèle institutionnel censé être incarné par les démocraties hautement industrialisées. Le côté téléologique de cette ligne de pensée est pourtant loin d'être justifié (O'Donnell, 1996a, pp. 37-39 ; Unger, 1996, pp. 6-10).

Le grand problème est le suivant : même si les démocraties d'Amérique latine peuvent être comparées à leurs homologues de l'Atlantique Nord, rien ne justifie la croyance qu'elles ont une tendance inhérente à devenir de plus en plus similaires aux démocraties des sociétés riches ou qu'elles sont en train ou sur le point de subir une nécessaire transformation qui les rendra assez similaires aux démocraties européennes. Comme cet article a cherché à le démontrer, bien des particularités de la réalité politique actuelle en Amérique latine résultent de longs processus historiques qui la distinguent depuis longtemps des pays de l'Atlantique Nord. Retenons surtout que des solutions au problème de la démocratie en Amérique latine ne pourront venir de l'acceptation de certains présupposés de type universel. En fait, il est probable que des solutions surgiront lorsque les analystes cesseront de croire qu'elles se trouvent dans l'importation d'un modèle étranger et lorsqu'ils commenceront à concevoir des solutions latino-américaines pour des problèmes politiques latino-américains. Même si nous sommes à l'ère de la mondialisation et même si tous invoquent de plus en plus le principe de la démocratie, en raison de la diversité des réalités politiques

20. BRESSER PEREIRA, MARAVALL et PRZEWORSKI (1993, pp. 199-216), BRESSER PEREIRA (1992), UNGER (1990, pp. 42-53), CASTAÑEDA (1993, chap. 13 et 14), GARRETÓN (1995, pp. 221-227), O'DONNELL (1996b).

dans le monde, il est toujours pertinent d'analyser les différences façonnées par l'histoire et de rechercher des solutions à partir de ces différences.

Gerardo L. MUNCK et Vicente PALERMO
 Department of Political Science
 College of Liberal Arts and Sciences
 University of Illinois at Urbana-Champaign
 361 Lincoln Hall, 702 South Wright Street
 Urbana IL 61801-3696, U.S.A.

RÉSUMÉ

La sociologie latino-américaine a attiré l'attention sur l'enjeu pressant de la démocratisation. Dans un effort pour éclairer l'état actuel des recherches sur ce sujet, les auteurs font ressortir les faiblesses dont souffrent aujourd'hui les démocraties d'Amérique latine : un État qui n'est pas totalement en mesure de relever les défis de la fonction gouvernementale et d'imposer efficacement à toute la société l'autorité de la loi, une arène de représentation faible et souvent court-circuitée ainsi que des acteurs sociaux fragiles. Pour tenter d'expliquer ces traits problématiques, les auteurs considèrent d'abord les racines historiques du problème, c'est-à-dire les événements qui s'étendent du XIX^e siècle jusqu'aux années 1960. Ils se tournent ensuite vers des facteurs plus contemporains et montrent que même si des expériences récentes, telles que l'autoritarisme, les crises économiques et les réformes en faveur de l'économie de marché, ont donné naissance, directement ou indirectement, à des conditions favorisant la période la plus démocratique de l'histoire de l'Amérique latine, ces changements n'ont pourtant pas eu un effet d'entraînement suffisant pour abolir dans cette région les obstacles historiques à la démocratie.

SUMMARY

Latin American sociology has focused attention on the urgent issue of democratization. Attempting to provide a sense of the current state of this research, this article stresses the weaknesses that afflict current democracies in Latin America: a state that is not quite capable of meeting the challenges of governance and enforce the rule of law effectively throughout society, a weak and regularly circumvented arena of representation, and fragile social actors. Seeking to explain these problematic features, we first consider the historical roots of the problem, that is, developments that stretch from the nineteenth century to the 1960s. Then, we turn to more contemporary factors, and show that even though the recent experiences of authoritarianism, economic crisis and free-market reforms have generated, directly or indirectly, the conditions for the most democratic period in Latin American history, these changes have still not been sweeping enough to redress the historical obstacles to democracy in the region.

RESUMEN

La sociología latinoamericana atrajo la atención sobre el desafío imperioso que plantea la democratización. En un esfuerzo por aclarar el estado actual de las investigaciones sobre ese tema, los autores ponen en relieve las debilidades que hoy afectan a las democracias de América Latina : un Estado que no está totalmente en condiciones de afrontar los desafíos de la función de gobierno e imponer eficazmente a toda la sociedad la autoridad de la ley, una arena de representación débil y con frecuencia cortocircuitada, así como actores sociales frágiles. En vista de explicar estos rasgos problemáticos, los autores consideran en primer lugar las raíces históricas del problema, es decir los sucesos que se extienden desde el siglo XIX hasta los años 1960. Seguidamente, ellos analizan factores más contemporáneos y muestran que mismo si experiencias recientes, tales como el autoritarismo, las crisis económicas y las reformas a favor de la economía de mercado, dieron nacimiento, directamente o indirectamente, a condiciones que favorecen el período más democrático de la historia de América Latina, esos cambios no tuvieron sin embargo un efecto de arrastre suficiente para abolir en esa región los obstáculos históricos a la democracia.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERTI, Giorgio (1997), « Democracy and Institution Building : Why is it so Difficult in Latin America? », exposé présenté au 20^e Congrès international de la Latin American Studies Association (LASA), Guadalajara (Mexique), 17-19 avril 1997.
- BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos (1992), *A Crise do estado. Ensaio sobre a economia brasileira*, São Paulo, Novelo.
- BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos (1993), « Efficiency and Politics of Economic Reform in Latin America », in Luiz Carlos Bresser Pereira, José María Maravall et Adam Przeworski (dir.), *Economic Reform in New Democracies*, New York, Cambridge University Press, pp. 15-76.
- BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos, MARAVALL José María et PRZEWSKI Adam (1993), *Economic Reform in New Democracies : A Social-Democratic Approach*, New York, Cambridge University Press.
- CARDOSO, Fernando Henrique (1962), *Capitalismo e escravidão no Brasil meridional*, São Paulo, Difusão Europeia do Livro.

- CARDOSO, Fernando Henrique et FALETTO Enzo (1979), *Dependency and Development in Latin America*, Berkely, University of California Press.
- CASTAÑEDA, Jorge G. (1993), *Utopia Unarmed. The Latin American Left After The Cold War*, New York, Knopf.
- CAVAROZZI, Marcelo (1994), « Politics : A Key for the Long Term in South America », in William C. Smith, Carlos Acuña et Eduardo Gamarra (dir.), *Latin American Political Economy in the Age of Neoliberal Reform : Theoretical and Comparative Perspectives for the 1990s*, Transaction/North-South Center, New Brunswick, pp. 127-155.
- COLLIER, David et LEVITSKY Steve (1997), « Democracy With Adjectives : Conceptual Innovations in Comparative Research », *World Politics*, vol. 49, n° 3 (avril), pp. 430-451.
- COLLIER, Ruth Berins et COLLIER David (1991), *Shaping the Political Arena : Critical Junctures, the Labor Movement, and the Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press.
- CONAGHAN, Catherine M. et MALLOY James (1994), *Unsettling Statecraft. Democracy and Neoliberalism in the Central Andes*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- DINIZ, Eli (1995), « Governabilidade, Democracia e Reforma do Estado : Os Desafios da Construção de uma Nova Ordem no Brasil dos Anos 90 », *Dados*, vol. 38, n° 3, pp. 385-415.
- DOS SANTOS, Wanderley Guilherme (1979), *Cidadania e justiça : a política social na ordem Brasileira*, Rio de Janeiro, Editora Campus.
- DRAKE, Paul W. (1996), *Labor Movements and Dictatorships : The Southern Cone in Comparative Perspective*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- DUCATENZEILER, Graciela et OXHORN Philippe (1994), « Democracia, autoritarismo y el problema de la gobernabilidad en América Latina », *Desarrollo Económico* vol. 133, n 34 (avril-juin), pp. 31-52.
- ESCALANTE Gonzalbo, Fernando (1994), « La sociedad civil y los límites de la acción del Estado », in Manfred Mols et Josef Thesing (dir.), *El Estado en América Latina*, Buenos Aires, Fundación Konrad Adenauer, pp. 235-248.
- EVANS, Peter et John D. STEPHANS (1988), « Development and the World Economy », in Neil Smelser (dir.), *Handbook of Sociology*, Beverley Hill (Calif.), Sage Publications, pp. 739-773.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1991), « Political Redemocratization in Latin America and the Crisis of Paradigms », in James Manor (dir.), *Rethinking The Third World*, New York, Longman.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1995), *Hacia una nueva era política. Estudio sobre democratizaciones*, Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- HAGGARD, Stephan et KAUFMAN Robert (1995), *The Political Economy of Democratic Transitions*, Princeton, Princeton University Press.
- HALPERÍN Donghi, Tulio (1987), *El espejo de la historia : Problemas argentinos y perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana.
- HIRSCHMAN, Albert (1963), *Journeys Toward Progress : Studies of Economic Policy-Making in Latin America*, New York, Twentieth Century Fund.
- LEHMANN, David (1990), *Democracy and Development in Latin America. Economics, Politics and Religion in the Post-War Period*, Philadelphia, Temple University Press.
- LINZ, Juan et STEPAN Alfred (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- MALLOY, James M. (1993), « Política econômica e o problema de governabilidade democrática nos Andes Centrais », in lourdes Sola (dir.), *Estado, Mercado e Democracia. Política e Economia Comparadas*, São Paulo, Paz e Terra, pp. 99-126.
- MANN, Michael (1986), « The Autonomous Power of the State : Its Origins, Mechanisms, and Results », in John A. Hall (dir.), *States in History*, Basil Blackwell, Oxford.
- O'DONNELL, Guillermo (1993), « On the State, Democratization and Some Conceptual Problems (A Latin American View with Glances at Some Post-Communist Countries) », *World Development*, vol. 21, n° 8 (août), pp. 1355-1370.
- O'DONNELL, Guillermo (1994), « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 5, n° 1 (janvier), pp. 55-69.
- O'DONNELL, Guillermo (1996a), « Illusions about Consolidation », *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 2 (avril), pp. 34-51.
- O'DONNELL, Guillermo (1996b), « Poverty and Inequality in Latin America : Some Political Reflections », *Working Paper* n° 225, The Helen Kellogg Institute for International Studies, Notre Dame, University of Notre Dame.
- PALERMO, Vicente (à paraître), « Liberales hispanoamericanos del siglo pasado : entre el progresismo y la conciencia desdichada. Juan Bautista Alberdi y Justo Sierra », *Working Paper*, Instituto de Estudios de Iberoamerica y Portugal, Salamanca, Universidad de Salamanca.
- PALERMO, Vicente et Marcos NOVARO (1996), *Política y poder en el gobierno de Menem*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma/FLACSO.
- PORTES, Alejandro (1988), « Latin American Sociology in the Mid-1980s : Learning from Hard Experience », in Christopher Mitchell (dir.), *Changing Perspectives in Latin American Studies*, Stanford, Stanford University Press, pp. 121-142.
- PRZEWORSKI, Adam, Michael ALVAREZ, José Antonio CHEIBUBET Fernando Limongi (1996), « What Makes Democracies Endure? » *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 1 (janvier), pp. 39-55.
- PRZEWORSKI, Adam et coll. (1995), *Sustainable Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SCHWARZ, Roberto (1995), « Um seminário de Marx », *Punto de Vista*, Buenos Aires, n° 54 (avril), pp. 34-43.
- TIRONI, Eugenio (1990), *Autoritarismo, Modernización y Marginalidad. El Case de Chile 1973-1989*, Santiago, Ediciones Sur.
- TORRE, Juan Carlos (1993), « The Politics of Economic Crisis in Latin America », *Journal of Democracy*, vol. 4, n° 1 (janvier), pp. 104-116.
- TOURAINÉ, Alain (1989), *América Latina : política y sociedad*, Madrid, Espasa-Calpe.
- TOURAINÉ, Alain (1994), *Qu'est-ce que la démocratie?*, Paris, Fayard.

- TOURAINÉ, Alain (1995), *Critique of Modernity*, Cambridge, Blackwell.
- UNGER, Roberto Mangabeira (1990), *A Alternative Transformadora. Como Democratizar o Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Guanabara Koogan.
- UNGER, Roberto Mangabeira (1996), *What Should Legal Analysis Become?*, Londres, Verso.
- VALENZUELA, Samuel (1992), « Democratic Consolidation in Post-Transitional Settings : Notion, Process, and Facilitating Conditions », in Scott Mainwaring, Guillermo O'Donnell et J. Samuel Valenzuela (dir.), *Issues in Democratic Consolidation : The New South American Democracies in Comparative Perspective*, South Bend, University of Notre Dame Press, pp. 57-104.
- VALENZUELA, J. Samuel et VALENZUELA Arturo (1978), « Modernization and Dependency : Alternative Perspectives in the Study of Latin American Development », *Comparative Politics*, vol. 10, n° 4 (juillet), pp. 535-552.
- WEFFORT, Francisco (1992), *Qual democracia?*, São Paulo, Companhia das Letras.
- WILLIAMSON, John (1990), « What Washington Means by Economic Reform », in John Williamson (dir.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened?*, Washington (D.C.), Institute for International Economics, pp. 5-10.
- ZERMEÑO, Sergio (1990), « Crisis, Neoliberalism, and Disorder », in Joe Foweraker et Ann Craig (dir.), *Popular Movements and Political Change in Mexico*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.